

E CONCLUSION

Dans le présent rapport, on a montré qu'il était important de distinguer les normes selon leur fonction. Le cadre théorique qui a été adopté fait la distinction entre les normes relatives aux externalités de réseau, à l'information imparfaite et aux externalités négatives liées à la production ou à la consommation.

Étant donné cet éventail de fonctions, il est probable que les normes auront un effet variable sur les courants commerciaux internationaux. Les normes qui visent les externalités de réseau ont des chances d'accroître ces courants. Les normes volontaires qui visent l'information imparfaite (par exemple les normes de sécurité) ou les externalités négatives liées à la production peuvent aussi avoir une incidence positive sur les échanges, car elles tendent à accroître la diversité des produits offerts sur le marché. Les normes de sécurité et les normes de produit environnementales obligatoires ont des effets ambigus sur le volume des échanges, mais elles ont tendance à le réduire si elles créent un désavantage (relatif) en termes de coûts pour les producteurs qui exportent vers les pays où la norme est imposée. L'incidence des normes de procédé obligatoires relatives à l'environnement dépend du fait qu'elles sont appliquées ou non aux producteurs étrangers. Si elles le sont, les courants commerciaux peuvent diminuer.

L'accroissement ou la diminution des courants commerciaux ne correspond pas toujours à un accroissement ou à une diminution du bien-être ou du revenu. En dernière analyse, les conséquences d'une politique sur le bien-être sont plus importantes que ses effets sur les courants commerciaux. Dans le domaine des normes, il arrivera souvent que l'augmentation des échanges améliore le bien-être. Mais il peut arriver aussi que le calcul du bien-être tienne compte d'autres facteurs, de sorte que l'accroissement des échanges ne contribuera pas à améliorer le bien-être. Il importe de garder à l'esprit cette relation entre le commerce et le bien-être.

Le plaidoyer en faveur des normes internationales sera sans doute beaucoup plus vigoureux en ce qui concerne les normes de compatibilité (externalités de réseau). Dans ce cas, les variétés offertes sur le marché tendent à être trop nombreuses. Les normes de compatibilité réduisent donc ce nombre. Mais il est probable que les forces du marché aboutiront au résultat souhaité sans intervention des pouvoirs publics. Toutefois, il peut aussi être nécessaire d'exercer une forme de surveillance en raison des effets anticoncurrentiels qui peuvent se produire si une norme *de facto* émane d'intérêts privés.

Lorsqu'une norme destinée à remédier aux externalités mondiales liées à la production ou à la consommation est fixée au niveau national, elle risque d'être inefficace. C'est par exemple le cas pour les effets mondiaux sur l'environnement. Il faut une collaboration internationale pour corriger ces externalités, mais la solution optimale ne passera pas nécessairement par des normes harmonisées, car les techniques de production et les préférences des consommateurs varient selon les pays.

Le plaidoyer en faveur de l'harmonisation des normes est relativement faible lorsqu'il s'agit de normes destinées à remédier à l'information imparfaite (par exemple les normes de sécurité) et aux effets sur l'environnement local. Puisque la situation varie selon les pays, il vaut mieux avoir des politiques différentes au lieu d'une politique unique.

Les producteurs tendent à fixer des normes de façon à maximiser leurs bénéfices. Ils tiennent donc automatiquement compte des intérêts des consommateurs, mais seulement dans la mesure où les préférences des consommateurs se répercutent sur les prix. Il est peu probable que cela se produise pour les externalités liées à la production ou pour l'information imparfaite. En pareil cas, les intérêts des consommateurs et ceux des producteurs divergent. L'intervention des pouvoirs publics est nécessaire pour que les intérêts des consommateurs soient pris en compte. C'est aussi le cas lorsque les intérêts des employeurs et ceux des salariés ne coïncident pas. Les intérêts des consommateurs et ceux des producteurs tendent à coïncider lorsqu'il s'agit d'externalités de réseau, et il est alors logique que les normes de compatibilité soient fixées par le secteur privé.

Les intérêts des consommateurs et ceux des producteurs peuvent aussi différer dans le commerce international. Alors que les producteurs peuvent être incités à fixer des normes qui leur procurent un avantage artificiel, ce n'est pas dans l'intérêt des consommateurs. Ce devrait être l'objectif des pouvoirs publics de tenir compte à la fois des intérêts des producteurs et de ceux des consommateurs et de veiller à ce que les normes ne soient pas utilisées à des fins protectionnistes.

À l'exception des normes environnementales et des mesures SPS, une grande partie des études empiriques sur les normes et le commerce international tend à ne pas faire de distinction concernant la nature ou le motif des normes analysées. De ce fait, il est difficile de s'en servir pour confirmer les aperçus théoriques. En outre, le nombre de ces études est réduit, et les bases de données disponibles souffrent de limites importantes. Toutefois, on peut tirer quelques conclusions préliminaires. La normalisation tend à être plus répandue dans les secteurs caractérisés par des externalités de réseau. L'essentiel des règlements techniques porte sur divers problèmes liés à l'information imparfaite. Sur certains grands marchés, ces règlements couvrent un grand nombre de lignes tarifaires et une forte proportion des importations, de sorte qu'ils peuvent avoir un effet défavorable sur les échanges.

L'effet des normes en termes de hausse des coûts ou des prix ne semble pas constituer une préoccupation importante dans les pays de l'OCDE. Mais il n'en est pas de même, semble-t-il, pour les petites entreprises de tous les pays. En ce qui concerne le coût de mise en conformité pour les entreprises des pays en développement, le constat est variable, puisque les enquêtes tendent à montrer que ces entreprises subissent des coûts très élevés, tandis que les études de cas révèlent une situation plus complexe dans laquelle les coûts et les avantages de la mise en conformité avec les normes varient considérablement selon les entreprises et les pays et dépendent d'une série de facteurs.

Pour illustrer la constatation théorique selon laquelle l'effet des normes sur les courants commerciaux internationaux tend à varier, on remarque que les échanges intrasectoriels peuvent être stimulés par une plus grande normalisation dans les secteurs industriels. Cela témoigne du rôle important que les normes peuvent jouer en faveur de la compatibilité. L'adoption de normes, même uniquement nationales, peut accroître les échanges.

Il n'a pas été possible de tirer des conclusions solides quant aux avantages relatifs de l'harmonisation ou de la reconnaissance mutuelle des normes pour ce qui est de faciliter les échanges. Mais les premières constatations tendent à révéler des effets plus vigoureux et significatifs en faveur des échanges dans le cas de la reconnaissance mutuelle, surtout lorsqu'il s'agit de l'évaluation de la conformité.

Dans les études relatives au bien-être, on constate que les mesures SPS sont généralement restrictives et entraînent une perte de bien-être dans le pays importateur. Les risques pour la santé ou les préjudices censés découler de l'introduction de parasites par le biais des importations doivent être exceptionnellement élevés pour justifier certains régimes réglementaires en place. Mais on s'est demandé si le cadre analytique employé était approprié, car il peut y avoir des circonstances où les organismes de réglementation ne sont pas en mesure d'attribuer des probabilités crédibles aux résultats et sont donc plus enclins à éviter les risques que ce que suggéreraient les études. Les normes ne sont pas nécessairement des obstacles pour les pays en développement. Les conclusions sont également contradictoires au sujet de l'incidence commerciale des mesures SPS sur les pays en développement. Il y a des cas où l'accès aux marchés a été barré en raison de normes SPS, ce qui a entraîné des pertes importantes en chiffre d'affaires et en parts de marché. Mais le resserrement des normes sert aussi à accentuer les points forts et les points faibles de la chaîne d'approvisionnement et a donc des effets divers sur la compétitivité des pays. Certains parviennent à utiliser les normes élevées en matière de qualité et de sécurité pour se repositionner sur les marchés mondiaux.

Enfin, les études empiriques récentes ne changent rien à la présomption selon laquelle, dans la plupart des secteurs, les normes environnementales n'ont pas d'effets notables sur les courants d'échanges et d'investissements. Il y a moins de travaux empiriques relatifs aux questions de nivellement par le bas ou de gel réglementaire, mais les études existantes indiquent une relative absence d'effets sur le comportement des organismes de réglementation.

Le processus d'élaboration de normes par les organismes de normalisation nationaux, régionaux et internationaux est sensiblement différent de ce qu'il était autrefois. Ces organismes s'intéressent désormais davantage aux préoccupations spécifiques de l'industrie et du commerce. La participation du secteur privé est donc plus grande. Bon nombre de normes sont maintenant volontaires plutôt qu'obligatoires. Elles doivent être conformes aux normes internationales ou compatibles avec elles, et les éléments d'essai et de certification doivent être reconnus au plan international. Les organismes doivent être souples et répondre à l'évolution de la demande de normes sur le marché.

Dans la plupart des pays industrialisés, l'infrastructure nationale de normalisation est désormais intégrée au réseau de normalisation internationale. La tendance est de séparer les activités de normalisation des activités de réglementation, les premières étant laissées à l'initiative du secteur privé et les secondes à celle du secteur public. En général, les règlements relatifs à la sécurité, à la santé et à l'environnement sont édictés par les pouvoirs publics, même si les mesures spécifiques qui répondent aux objectifs des règlements publics sont souvent reprises dans des normes techniques élaborées par des organismes privés.

Les pays en développement sont de plus en plus nombreux à s'intégrer à ce système de normalisation. Mais un nombre considérable de pays à faible revenu et de pays en transition n'ont pas suivi la tendance. Dans les pays pauvres, les organismes de normalisation appartiennent généralement au secteur public, et le secteur privé n'y participe guère. Il est indispensable d'élargir la participation des pays en développement aux activités internationales de normalisation. Bien que de nombreuses initiatives aient été prises pour améliorer la situation, les faits tendent à montrer qu'elles n'ont pas encore abouti à une amélioration significative.

Dans le présent rapport, on a souligné le rôle essentiel que l'évaluation de la conformité joue dans les transactions commerciales. Acheteurs et organismes de réglementation veulent s'assurer que les prescriptions et les normes qu'ils imposent aux fournisseurs sont respectées. Ces procédures d'évaluation augmentent les coûts de transaction du commerce international, qui peuvent être plus élevés pour les fournisseurs étrangers que pour les fournisseurs nationaux si le certificat de conformité à la réglementation des produits ne peut être délivré que par des organismes du pays importateur.

Une part importante de la coopération internationale est destinée à instaurer la confiance dans les travaux des organismes d'évaluation de la conformité situés dans les autres pays, et en particulier à favoriser la conclusion d'accords de reconnaissance mutuelle (ARM) entre organismes d'accréditation. Toutefois, même si les ARM aident les acheteurs à avoir confiance dans les résultats des organismes étrangers, on ignore dans quelle mesure les gouvernements s'en inspirent dans les secteurs réglementés. Divers ARM intergouvernementaux, qui sont souvent bilatéraux ou plurilatéraux, montrent que les engagements d'acceptation mutuelle sont passablement limités en ce qui concerne les résultats des évaluations de la conformité dans les domaines de la santé, de la sécurité et de l'environnement.

Dans les pays en développement, la prestation de services d'évaluation de la conformité est souvent inadéquate ou coûteuse. Mais là aussi, la coopération internationale joue un rôle important pour remédier au problème. Les services régionaux, notamment en matière d'accréditation, ont montré qu'ils offraient aux pays petits et pauvres un moyen viable de progresser. Une assistance technique considérable est dispensée par diverses sources pour mettre en place les infrastructures nécessaires en matière d'évaluation de la conformité. Il reste néanmoins beaucoup à faire, et de nombreux pays en développement tendent à être exclus des ARM tant qu'ils n'ont pas mis en place l'infrastructure appropriée.

Enfin, on a examiné les Accords et la jurisprudence de l'OMC relatifs aux normes. Les accords multilatéraux dans ce domaine ont été élaborés au fil des ans, en partie et fondamentalement à partir des dispositions originelles du GATT. L'Accord sur les obstacles techniques au commerce et l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires sont entrés en vigueur en 1995. Ils énoncent des disciplines complètes destinées à guider la conception et l'application des règlements techniques et des mesures SPS. Même si aucune tentative n'a été faite pour examiner systématiquement leurs effets sur les activités de normalisation ou le commerce, il se trouve que des principes juridiques importants qui y figurent ont des liens étroits avec la pensée économique en matière de normalisation. Le raisonnement économique et le raisonnement juridique ont évolué de façon

très parallèle, même si l'on a aussi mis en évidence dans le présent rapport plusieurs questions qui pourraient se révéler épineuses pour la jurisprudence de l'OMC. Il s'agit, entre autres, de la maximisation du bien-être national par rapport au bien-être mondial, des préférences des consommateurs et des preuves scientifiques, du rôle des normes internationales, et de la manière de faire respecter les normes de procédé dans le système commercial multilatéral.

BIBLIOGRAPHIE

- Abdel Motaal, D. (1999) 'Eco-Labeling and the World Trade Organization', dans Sampson, G. et Chambers, W. (Eds.) *Trade, Environment and the Millenium*, New York: UN Press.
- Atkins (1998) 'Technical Barriers to Trade', *The Single Market Review*, Subseries III (1): "Dismantling of Barriers", OOEPEC, Luxembourg et Londres: Kogan Page.
- Baldwin R. (2000) 'Regulatory Protectionism, Developing Nations and Two-Tier World Trade System', *Centre for Economic Policy Research*, Discussion Paper Series 2574.
- Banque mondiale (2005) *Impact des normes de sécurité sanitaires des produits alimentaires et agricoles sur les exportations des pays en développement*, Washington, D. C.: Banque mondiale.
- Battigalli, P. et Maggi, G. (2003) 'International Agreements On Product Standards: An Incomplete-Contracting Theory', *NBER Working Paper* 9533.
- Blind K, Grupp, H. et Jungmittag, A. (1999) 'The Influence of Innovation and Standardization on Macroeconomic Development: the case of Germany' dans Jakobs, K. et Williams, R. (Eds) *Proceedings of the First IEEE Conference on Standardization and Innovation in Information Technology*, Piscataway, États-Unis: IEEE Service Center.
- Blind K. (2004) *The Economics of Standards: Theory, Evidence, Policy*, Cheltenham: Edward Elgar, Cheltenham, Royaume-Uni.
- Bovenberg, A. L. et Goulder, L. H. (2001) 'Environmental Taxation and Regulation' dans Auerbach, A. et Feldstein, M. (Eds.) *Handbook of Public Economics*, New York: North Holland.
- Brander, J. A. et Spencer, B. J. (1985) 'Export Subsidies and International Market Share Rivalry' *Journal of International Economics* 18, 1: 83-100.
- Brown, D (1999) 'Can Consumer Product Labels Deter Foreign Child Labour Exploitation?' Tufts University, Miméo.
- Calvin, L. (2003) 'Produce, Food Safety, and International Trade: Response to U.S. Foodborne Illness Outbreaks associated with Imported Produce' dans Buzby, J. (Ed.) *International Trade and Food Safety: Economic Theory and Case Studies*, Agricultural Economic Report No. 828, Département de l'agriculture des États-Unis, 49-74.
- Calvin, L. et Krissoff, B. (1998) 'Technical Barriers to Trade: A Case Study of Phytosanitary Barriers and US-Japanese Apple Trade', *Journal of Agricultural and Resource Economics* 23, 2: 351-366.
- Casella, A. (2001) 'Product Standards and International Trade: Harmonization Through Private Coalitions?' *Kyklos* 54, 2/3: 243-264.
- Centre du commerce international et Secrétariat du Commonwealth (2003) *Influencer et respecter les normes internationales: les défis pour les pays en développement*, Vol. 1, Genève: Centre du commerce international.
- (2004) *Influencer et respecter les normes internationales: les défis pour les pays en développement*, Vol. 2, Genève: Centre du commerce international.
- Chen, M. X. et Mattoo, A. (2004) 'Regionalism in Standards: Good or Bad for Trade', Miméo.
- Coase, R. (1960) 'The Problem of Social Cost', *Journal of Law and Economics* 3: 1-44.
- Commission européenne (1993a) «Décision n° 93/465/CEE du Conseil, du 22 juillet 1993, concernant les modules relatifs aux différentes phases des procédures d'évaluation de la conformité et les règles d'apposition et d'utilisation du marquage «CE» de conformité, destinés à être utilisés dans les directives d'harmonisation technique», *Journal officiel* L 220, 30 août 1993: 23-39.
- (1993b) 'Directive n° 93/43/CEE du Conseil, du 14 juin 1993, relative à l'hygiène des denrées alimentaires», *Journal officiel* L 175, 19 juillet 1993: 1-11.
- Coopération internationale sur l'agrément des laboratoires d'essais (ILAC) (1996) 'Testing, Quality Assurance, Certification and Accreditation', ILAC-I2:1994, Rhodes, New South Wales (Australie): Secrétariat de l'ILAC. Peut être consulté en ligne à l'adresse suivante: <http://www.ilac.org/downloads/Ilac-i2.pdf>. (site consulté le 16/03/05)

- (2004) 'The ILAC Mutual Recognition Arrangement', Miméo, Rhodes, New South Wales (Australie): Secrétariat de l'ILAC. Peut être consulté en ligne à l'adresse suivante: <http://www.ilac.org/downloads/Arrangement.pdf>. (site consulté le 16/03/05)
- Cropper, M. L. et Oates, W.E. (1992) 'Environmental Economics: A Survey', *Journal of Economic Literature* 30: 675-740.
- Dankers, C. (2003) 'The WTO and Environmental and Social Standards', Certification and Labelling in Agriculture, Miméo, Rome: FAO.
- Darby, M. et Karni, E. (1973) 'Free Competition and the Optimal Amount of Fraud', *Journal of Law and Economics* 16:67-88.
- David, P. et S. Greenstein, S. (1990) 'The Economics of Compatibility Standards: An Introduction to Recent Research', *Economics of Innovation and New Technology* 1:3-41.
- David, P. (1985) 'CLIO and the Economics of QWERTY', *American Economics Review: Papers and Proceedings* 75:332-337.
- De Vaux, C.R. (2001) 'A Guide to Documentary Standards', NISTIR 6802, Département du commerce des États-Unis, Gaithersburg, MD: Institut national des normes et de la technologie.
- Deardorff, A. (1998) 'Determinants of Bilateral Trade: Does Gravity Work in a Neoclassical World?' in Frankel, J. A. (Ed.) *The Regionalization of the World Economy*, Chicago et Londres: The University of Chicago Press, 7-22.
- Deardorff, A. V. et Stern, R. M. (1997) *Measurement of Non-Tariff Barriers*, OCDE/GD(97)129 Paris: OCDE.
- Delaney, H. et van de Zande, R. (Editeurs) (2000) 'A Guide to EU Standards and Conformity Assessments', NIST Special Publication 951, Gaithersburg, MD: Institut national des normes et de la technologie.
- Deutsches Institut für Normung (DIN) (2000) 'Economic Benefits of Standardization', Berlin: DIN.
- Drahos, P. (2004) 'The regulation of public goods', *Journal of International Economic Law* 7, 2: 321-339.
- Drnovsek, J. et Topic, B. (1998) 'Metrology Infrastructure in Slovenia – Establishing and Organization of Adapted Metrological Infrastructure in a Small Country with Important Industrial Production', dans Seiler, E. (Ed.) (1998) *The Role of Metrology in Economic and Social Development*, Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB)-Texte Band 9, Braunschweig: PTB: 195-204.
- Ederington, J., Levinson, A. et Minier, J. (2003) 'Footloose and Pollution Free' *NBER Working Paper* No. 9718.
- El-Tawil, A. (2002) 'An in-depth study of the problems by the standardizers and other stake-holders from developing countries' – ateliers régionaux ISO/OMC– Partie 1.
- Emons, W. (1997) 'Credence goods and Fraudulent Experts', *Rand Journal of Economics* 28, 1: 107-119.
- Eskeland, G. A. et Harrison, A. E. (2002) 'Moving to Greener Pastures? Multinationals and the Pollution Haven Hypothesis', *NBER Working Paper* No. 8888.
- Esty, D. et Geradin, D. (1998) 'Environmental Protection and International Competitiveness: A Conceptual Framework' *Journal of World Trade* 32, 3: 5-46.
- EUROMET (2000) 'Metrology – in short', EUROMET project 595, Berne: EUROMET. Peut être consulté en ligne à l'adresse suivante: <http://www.euromet.org>. (site consulté le 16/03/05)
- Frankel, J. A. (2003) 'Environment and Globalization', *NBER Working Paper* No. 10090.
- Fredriksson, G. et Millimet, D. L. (2002) "Les politiques environnementales font-elles l'objet d'une sous-enchère? Les effets de l'ALENA», *Les effets environnementaux du libre-échange*, Montréal: Commission de coopération environnementale, 335-354.
- Fukuda, Y. (1999) 'International Guides/Standards for Conformity Assessment Procedures and Their Applications', document présenté à l'occasion de l'atelier PNUD/CCI «Procédures for Conformity Assessment», Bucarest, 6-7 décembre 1999: Miméo.

- Gandal, N. (2001) 'Quantifying the Trade Impact of Compatibility Standards and Barriers: an Industrial Organization Perspective' dans Wilson, J. et Maskus, K. E. *Quantifying the Impact of Technical Barriers to Trade: Can It Be Done?*, Ann Arbor: University of Michigan Press, 137-153.
- Gandal, N. et Shy (2001) 'Standardization Policy and International Trade', *Journal of International Economics* 53: 363-383
- Ganslandt, M. et Markusen, J. R. (2001) 'Standards and Related Regulations in International Trade: A Modelling Approach', *NBER Working Paper* 8346.
- Gilmour, J. A. (1998) 'Metrology and Accreditation: The ILAC and its Programme', dans Seiler, E. (Ed.) (1998) *The Role of Metrology in Economic and Social Development*, Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB)-Texte Band 9, Braunschweig: PTB: 73-83.
- Gilmour, J. et Loesener, O. (2003) 'Laboratory Accreditation in Developing Economies: Tested Once – Accepted Everywhere', Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI), *Working paper* No. 2, Vienne: ONUUDI.
- Harremoës, P., Gee, D., MacGarvin, M., Stirling, A., Keys, J., Wynne, B. et Guedes Vaz, S. (2002) *The Precautionary Principle in the 20th Century: Late Lessons from Early Warnings*, Agence européenne pour l'environnement, Londres: Earthscan Publications Ltd.
- Henson, S. (2004) 'Standards and Trade: An Overview', Miméo, Guelph, Ontario: University of Guelph.
- Henson, S., Loader, R., Swinbank, A. et Bredahl, M. (1999) 'The Impact of Sanitary and Phytosanitary Measures on Developing Country Exports of Agricultural and Food Products'.
- Howse, R. et Neven, D. J. (2003) 'US-Shrimp: United States – Import Prohibition of Certain Shrimp and Shrimp Products: Recourse to Article 21.5 of the DSU by Malaysia', dans Horn, H. et Mavroidis, P.C. (Eds.) *The WTO Case Law of 2001: The American Law Institute Reporters' Studies*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Jaffe, A. B., Peterson, S. R., Portney, P. R. et Stavins, R. (1995) 'Environmental Regulation and the Competitiveness of U.S. Manufacturing: What Does the Evidence Tell Us?', *Journal of Economic Literature* 33, 1: 132-163.
- Jaffee, S. et Henson, S. (2004) 'Standards and Agro-Food Exports from Developing Countries: Rebalancing the Debate', *World Bank Policy Research Paper* 3348, Washington: Banque mondiale.
- James, S. et Anderson, K. (1998) 'On the Need for More Economic Assessment of Quarantine/SPS Policies', *Australian Journal of Agricultural and Resource Economics* 42(4): 525-544.
- Jansen, M. et Keck, A. (2005) 'National Environmental Policies and Multilateral Trade Rules' dans Wijen, F., Zoeteman, K. et Pieters, J. (Eds.) *A Handbook of Globalisation and Environmental Policy: National Government Interventions in a Global Arena*, Cheltenham: Edward Elgar Publishing, 107-153.
- Katz, M. L. et Shapiro, C. (1985a) 'Network Externalities, Competition and Compatibility', *American Economic Review* 75, 3: 424-440.
- (1985b) 'Technology Adoption in the Presence of Network Externalities', *Journal of Political Economy* 94, 4: 822-841.
- (1994) 'Systems Competition and Network Effects', *Journal of Economic Perspectives* 8, 2: 93-115.
- Knight, F. H. (1921) *Risk, Uncertainty and Profit*, Boston, MA: Hart, Schaffner & Marx; Houghton Mifflin Company.
- MaClaren, D. (2001) 'Risk and Protection in Grains: A Framework for Analysing some of the Quarantine Issues', dans Robertson, D. et Kellow, A. (Eds) *Globalization and the Environment: Risk Assessment and the WTO*, Cheltenham: Elgar.
- Magat, W. A. et Moore, M. J. (1995) 'Consumer Product Safety Regulation in the United States and the United Kingdom: the Case of Bicycles', *NBER Working Paper* No. 5157.
- Marceau, G. et Trachtman, J. P. (2002) 'The Technical Barriers to Trade Agreement, the Sanitary and Phytosanitary Measures Agreement, and the General Agreement on Tariffs and Trade: A Map of the World Trade Organization Law of Domestic Regulation of Goods', *Journal of World Trade* 36, 5: 811-881.

Marchant, G.E. et Mossman, K. L. (2004) *Arbitrary and Capricious: The Precautionary Principle in the European Courts*, American Enterprise Institute.

Martin, J.M. (2004) 'Prévention et lutte contre les facteurs pathogènes dans l'environnement: une priorité de santé publique qui demande des engagements concrets', *Bulletin des médecins suisses* 85,50: 2663-2664.

Mattoo, A. et Subramanian, A. (1998) 'Regulatory Autonomy and Multilateral Disciplines: The Dilemma and a Possible Resolution', *Journal of International Economic Law* 1: 303-322.

Matutes, C. et Regibeau, P. (1988) 'Mix and Match: Product Compatibility without Network Externalities', *Rand Journal of Economics* 19: 221-234.

McLaren (2000) 'Globalisation and Vertical Structure', *American Economic Review* 90, 5: 1239-1254.

Mission des États-Unis auprès de l'Union européenne (1998) *Agreement on Mutual Recognition between the European Community and the United States of America*, Miméo. Peut être consulté en ligne à l'adresse suivante: <http://www.useu.be/docs/mra98.pdf>. (site consulté le 16/03/05)

Moenius, J. (1999) 'Information versus Product Adaptation: the Role of Standards in Trade' document manuscrit.

Morikawa, M. et Morrison, J. (2004) *Who Develops ISO Standards? A Survey of Participation in ISO's International Standards Development Processes*, Oakland, CA: Pacific Institute for Studies in Development, Environment, and Security.

National Accreditation Board for Testing and Calibration Laboratories (NABL) (2004) 'General Information Brochure', NABL 100, New Delhi: NABL. Peut être consulté en ligne à l'adresse suivante: <http://www.nabl-india.org/nabl/asp/users/documentMgmt.asp?docType=both>. (site consulté le 16/03/05)

National Institute of Standards and Technology (NIST) (2004) 'NVLAP Fee schedule (effective October 1, 2004), (REV. 2004-11-04)', Gaithersburg, MD: NIST. Peut être consulté en ligne à l'adresse suivante: <http://ts.nist.gov/ts/htdocs/210/214/docs/nvlap-fees.pdf>. (site consulté le 16/03/05)

National Research Council (1995) *Standards, Conformity Assessment, and Trade: Into the 21st Century*, Washington DC: National Academy Press. Peut être consulté en ligne à l'adresse suivante: <http://www.nap.edu>. (site consulté le 16/03/05)

Nelson, P. (1970) 'Information and Consumer Behaviour', *Journal of Political Economy* 78:311-329.

Nitsch, V. (2000) 'National Borders and International Trade: Evidence from the European Union', *Canadian Journal of Economics* 33, 4: 1091-1105.

Oates, W.E., Schwab, R. M et McGartland, A.M. (1989) 'The Net Benefits of Incentive-based Regulation: A Case Study of Environmental Standard Setting', *American Economic Review* 79: 5, 1233-42.

Oberthür, S., Buck, M., Müller, S., Pfahl, S., Tarasofsky, R., Werksman, J. et Palmer, A. (2002) Participation of Non-Governmental Organizations in International Environmental Governance: Legal Basis and Practical Experience, Report on behalf of the German Umweltbundesamt, Berlin: Ecologic – Institute for International and European Environmental Policy.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (1999) *Évaluation des coûts liés au respect des contraintes réglementaires dans les échanges internationaux*, TD/TC/WP(99)8/FINAL, Paris: OCDE.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)/Organisation mondiale du commerce (OMC) (2003) 'Deuxième rapport conjoint OMC/OCDE sur l'assistance technique et le renforcement des capacités liés au commerce', Paris et Genève: OCDE/OMC.

Organisation des États américains (OEA) (1996) *Inventory of National Practices on Standards, Technical Regulations and Conformity Assessment Procedures in the Western Hemisphere – Free Trade Area of the Americas (FTAA) Working Group on Standards and Technical Barriers to Trade*, OAS Trade Unit, Washington D.C.: OEA.

— (1997) *National Practices on Standards, Technical Regulations and Conformity Assessment Procedures in the Western Hemisphere*, OAS Trade Unit, Washington D.C.: OEA.

Organisation internationale de normalisation (ISO) (1996) "Guide ISO/CEI 2: Normalisation et activités connexes – Vocabulaire général», 7^{ème} édition, Genève: ISO.

— (1998) «Manuel pour le développement 2: Évaluation de la conformité», Genève: ISO.

— (ISO) (2004) 'Report of the 5th Meeting of ISO/CASCO WG 18 Accreditation', Document CASCO WG18/51 Rev1, septembre 2004, Genève: ISO.

Ostuki, T., Wilson, J. S. et Sewadeh, M. (2001) 'Saving Two in a Billion: Quantifying the Trade Effect of European Food Safety Standards on African Exports', *Food Policy* 26, 5: 495–514.

Paarlberg, P. L. et Lee, J. G. (1998) 'Import Restrictions in the Presence of a Health Risk: An Illustration Using FMD', *American Journal of Agricultural Economics* 80 (février): 175-183.

Pauwelijn, J. (1999) 'The WTO Agreement on Sanitary and Phytosanitary (SPS) Measures as Applied in the First Three SPS Disputes', *Journal of International Economic Law* 641-664.

Pelkmans J. (2003) 'Mutual Recognition in Goods and Services: An Economic Perspective', European Network of Economic Policy Research Institutes, *Working Paper* 16. Peut être consulté en ligne à l'adresse suivante: <http://www.enpri.org>. (site consulté le 16/03/05)

Peltzman, S. (1975) 'The Effects of Automobile Safety Regulations', *Journal of Political Economy* 83: 677-725.

— (1987) 'The Health Effects of Mandatory Prescriptions', *The Journal of Law and Economics* 30: 207-239.

PERINORM (2004) Base de données. Peut être consultée en ligne à l'adresse suivante: <http://www.perinorm.com>. (site consulté le 16/03/05)

Pienaar, N. (2003), 'Economic Aspects of the Consistency Requirement in the WTO Agreement on the Application of Sanitary and Phytosanitary Measures', Miméo. The Institute for International Economic Studies, Stockholm University.

Piermartini, R. (2005) 'Harmonization and Mutual Recognition of Product Standards: the effect on intra-EU trade', Miméo.

Porter, M. et van der Linde, C. (1995) 'Toward a New Conception of the Environment-Competitiveness Relationship', *Journal of Economic Perspectives* 9, 4. 97-118.

Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales (USTR) (2004) *2004 National Trade Estimate Report on Foreign Trade Barriers (NTE)*, Washington, D.C: USTR.

Ritchie C., Sutton R., Taylor C., Warneke B. (1999) 'The Dynamics of Standards Creation in the Global Wireless Telecommunication Markets', IS 2224 Project. Peut être consulté en ligne à l'adresse suivante: <http://www-bsac.eecs.berkeley.edu/archive/users/warneke-brett/is2224/project1/paper1.html>. (site consulté le 16/03/05)

Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) (1998) 'Communautés européennes – Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)', rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel, adoptés le 13 février 1998, WT/DS26/R, WT/DS48/R et WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, Genève: OMC.

— (2000a) *Directives pour favoriser la mise en œuvre de l'article 5:5 dans la pratique*, document de l'OMC G/SPS/15, Genève: OMC.

— (2000b) «Deuxième examen triennal du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce», G/TBT/9, Comité des obstacles techniques au commerce, Genève: OMC.

— (2001) «Questions et préoccupations liées à la mise en œuvre – Décision du 14 novembre 2001, WT/MIN(01)/17, Genève: OMC.

— (2002) «Communautés européennes – Désignation commerciale des sardines», rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel, adoptés le 23 octobre 2002, WT/DS231/R et WT/DS231/AB/R, Genève: OMC.

— (2003) «Questions liées à la mise en œuvre renvoyées à des organes de l'OMC en vertu de la Décision ministérielle de Doha sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre - Note du Secrétariat», WT/GC/W/500, Conseil général, Genève: OMC.

- (2004) «Révision de la procédure pour la surveillance du processus d'harmonisation internationale – Décision du Comité», G/SPS/11/Rev.1, Genève: OMC.
 - (2005a) «Dixième examen annuel de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'Accord OTC», G/TBT/15, Genève: OMC.
 - (2005b) "Workshop on Supplier's Declaration of Conformity (SDOC), 21 March 2005 - Background Note by the Secretariat", Comité des obstacles techniques au commerce, Genève: OMC. Peut être consulté en ligne à l'adresse suivante: http://www.wto.org/english/tratop_e/tbt_e/tbt_wrkshop_note_21march05_e.doc. (site consulté le 16/03/05)
 - (2005c) «Prescriptions et procédures relatives à la transparence – Note d'information du Secrétariat», G/TBT/W/250, Comité des obstacles techniques au commerce, Genève: OMC.
- Seldon, B. J., Jung, C. et Cavazos, R. J. (1998) 'Market Power Among Physicians in the U.S., 1983-1991', *The Quarterly Review of Economics and Finance* 38, 4: 799-824
- Semerjian, H. G. et Watters, R. L. Jr. (1998) 'Metrology: Impact on National Economy and International Trade' dans Seiler, E. (Ed.) (1998) *The Role of Metrology in Economic and Social Development*, Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB)-Texte Band 9, Braunschweig: PTB: 99-131.
- Shapiro, C. (1983) 'Premiums for High Quality Products as Returns to Reputations', *Quarterly Journal of Economics* (novembre 1983): 659-679.
- (2000) 'Setting Compatibility Standards: Co-operation or Collusion?', Miméo, University of California at Berkeley.
- Shy O. (2000) *The Economics of Network Industries*, Ramat Gan: The SHY Press.
- Smarzynska, B. K. et Wei, S. J. (2001) 'Pollution Havens and Foreign Direct Investment: Dirty Secret or Popular Myth?', *NBER Working Paper* No. 8465.
- Stephenson, S. (1997) 'Standards, Conformity Assessment and Developing Countries', *World Bank Policy Working Paper* No. 1826, Washington, D.C.: Banque mondiale.
- Swann, P. (2000) 'The Economics of Standardization', Final Report for Standards and Technical Regulations Directorate Department of Trade and Industry, Manchester Business School.
- Swann, P., Temple, P. et Shurmer, M. (1996) 'Standards and Trade Performance: the UK Experience', *Economic Journal* 106: 1297-1313.
- Sykes A. O. (2000) 'Regulatory Competition or Regulatory Harmonization? A Silly Question?' *Journal of International Economic Law* 2: 257-264.
- Tirole, J. (1993) *The Theory of Industrial Organization* Cambridge, MA et Londres: MIT Press.
- Toth, R. (Editor) (1991) 'Standards Activities of Organizations in the United States', *NIST Special Publication* 806, Département du commerce des États-Unis, Gaithersburg, MD: National Institute of Standards and Technology.
- Union internationale des télécommunications (UIT) (1999) 'Rapport sur le développement des télécommunications dans le monde: Accès universel', Genève: UIT.
- (2004) 'Base de données des indicateurs des télécommunications dans le monde», 8^{ème} édition, CD-ROM.
- United States Census Bureau (2004) *Current Business Reports: Service Annual Survey: 2002, SAS/02*, Washington, D.C.: US Government Printing Office.
- Unnevehr, L. J. (Ed.) (2003) *Food Safety in Food Security and Food Trade*, Washington, D.C.: International Food Policy Research Institute.
- Vancauterem M. et Weiserbs, D. (2003) 'The impact of the Removal of Technical Barriers to Trade on Border Effects and Intra-Trade in the European Union', Miméo, Université Catholique de Louvain.
- Viscusi, W. K. (1984) 'The Lulling Effect: The Impact of Child-Resistant Packaging on Aspirin and Analgesic Ingestions', *American Economic Review* 74, 2: 324-327.

— (1985) 'Consumer Behaviour and the safety Effect of Product Safety Regulation' *The Journal of Law and Economics* 27: 527-553.

Vogel, D. (1997) *Barriers or Benefits? Regulation in Transatlantic Trade*, Washington, D.C.: Brookings Institution Press.

Wilson, J. S. et Otsuki, T. (2004) 'Standard and Technical Regulations and Firms in Developing Countries: New Evidence from a World Bank Technical Barriers to Trade Survey', Washington, D.C.: Banque mondiale.

Wilson, J. S. (1995) *Standards and APEC: An Action Agenda*, Washington, D.C.: Institute for International Economics (IIE).

— (2000) 'US-Europe Negotiations on Mutual Recognition of Conformity Assessment', Miméo.

World Standard Services Network (WSSN) (2004) 'General information'. Peut être consulté en ligne à l'adresse suivante: http://www.wssn.net/WSSN/print/gen_inf.html#ca. (site consulté le 16/03/05)